

Le communisme électronucléaire : un cours du soir

Le Daubé l'avait annoncé :

« Que faire pour que la Terre reste habitable ? Conférence-débat avec Sylvestre Huet, auteur de *Le Giec – urgence climat (préface de Jean Jouzel)*. 15 février. 18h30, salle polyvalente de l'Île verte, 37 bis rue Blanche Monnier. »

Comme je ne suis jamais allé dans cette salle, que j'ignorais même son existence, je demande mon chemin avec ma bouche à un être humain de type femelle, qui chemine également, mais d'un pas décidé, comme s'il savait où il allait. « - Vous allez aussi à la conférence ?, me dit l'être humain. – Oui, mais je ne sais pas où ça se trouve. – Moi, non plus, répond l'être humain, mais attendez, j'ai le GPS. » Puis l'être humain tripote une sorte de plaquette avec des touches et une lucarne lumineuse, et j'entends une voix non-humaine énoncer « ... encore quinze mètres et à gauche. »

Nous rions. Je remercie. Nous arrivons. D'autres êtres humains, de type grisonnant et bedonnant, battent en effet la semelle devant une porte ouverte. On me laisse entrer quoique je sois en avance. Une centaine de chaises, une banderole sur le mur de droite, de la société des lecteurs et lectrices de *L'Humanité* de Saint-Martin d'Hères, une affiche discrète sur un pilier annonçant que la réunion sera filmée et diffusée sur Youtube, une longue table couverte de livres en vente dans le coin à gauche, un écran au fond pour projeter le *power point* du conférencier.

Il se trouve que l'on connaît un peu Sylvestre Huet, ce communiste scientifique. Il avait attaqué en décembre 2006, en tant que chef du service Sciences de *Libération*, notre « discours confus » sur les nanotechnologies (nous, Pièces et main d'œuvre). Critique et réponse disponibles en annexe ci-dessous, et toujours en ligne sur www.piecesetmaindoeuvre.com.

Nous l'avons croisé en chair, en os et assez agressif, quatre ans plus tard, lors d'une conférence de presse à Paris, le 23 février 2010, où nous nous expliquions sur notre campagne de sabotages des pseudo-débats de la CNDP (Commission nationale du débat public), visant à l'acceptabilité des nanotechnologies, *quatre ans après la mise en service de Minatoc*. 13 pseudo-débats annulés ou sabotés sur 17.

Note en passant, quand nous sabotons une réunion – nous, Pièces et main d'œuvre –, c'est au CEA, aux nucléocrates, aux biocrates de la biologie de synthèse, que nous nous en prenons. Et non pas aux êtres *queer*, trans & Cie, dont nous critiquons par ailleurs et par écrit, l'idéologie délirante. Notre intervention lors de cette conférence et le bilan de cette campagne d'acceptabilité des nanotechnologies est toujours lisible sur Pièces et main d'œuvre¹.

Sylvestre Huet ne se présentait pas alors comme communiste scientifique, juste comme journaliste à *Libé*, diplômé en histoire des sciences. Discrétion et duplicité. Le nombre de militants de tous bords qui se présentent comme « historiens » ou « journalistes », alors qu'ils sont *d'abord* des militants sur le « front de la presse » ou sur « le front des idées ». Des propagandistes sous couverture scientifique ou médiatique.

Le militant Huet tient depuis 2017 la rubrique scientifique du *Travailleur alpin*, le journal communiste local ; ainsi qu'une chronique hebdomadaire, depuis 2022, à *L'Humanité*. J'ai sous les yeux celle du 12 février 2024, intitulée « Faut-il toujours chercher ? »

Rassurez-vous, il ne s'agit que d'attaquer *Raison présente*, la revue de l'Union rationaliste, coupable de s'être demandé dans son dernier numéro, « Tout est-il souhaitable en recherche ? », et

¹ <https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/revelations-le-veritable-bilan-de-la-cndp-nanos-en-exclusivite-par-pieces-et>

d'avoir repris sous la plume du biophysicien François Graner, la question d'Alexandre Grothendieck, « faut-il interdire la recherche scientifique² ? »

Si vous ne connaissez pas François Graner, ni Alexandre Grothendieck, vous pouvez lire les articles que le premier et nous-même avons consacrés au second. Et pardon de tous ces liens qui hérissent ce texte³.

Dans sa chronique de *L'Humanité*, Sylvestre Huet s'en prend une fois de plus à la « confusion », qui semble être son épouvantail fétiche lorsque l'on ose critiquer les technosciences et la société industrielle. Sylvestre l'avisé nous rappelle que les paysans du néolithique n'ont pas eu besoin de tronçonneuses pour raser la forêt. Que les massacreurs des temps passés ou des pays ruraux (Cambodge, Rwanda), n'ont pas eu besoin d'armements sophistiqués pour massacrer. Tout dépend de ce que l'on fait des haches et des tronçonneuses ; des haches et des armements sophistiqués. Il est donc « confus », selon Huet, d'inculper la société industrielle et technoscientifique pour sa production de bombes nucléaires, biologiques, chimiques, et pour toutes ses armes de destruction massive. Comme si ces armes n'avaient pas rendu la destruction plus facile, plus rapide, plus extrême, *plus efficace*. Comme si elles n'avaient pas permis un « saut qualitatif » dans la capacité de destruction. Comme si la tronçonneuse et le bulldozer à l'œuvre dans la forêt amazonienne n'accomplissaient pas en quelques décennies la destruction que les haches du néolithique avaient mis des millénaires à accomplir en Europe.

Mais dans ce cas, Sylvestre Huet, pourquoi produire des bombes et des tronçonneuses ? A quoi bon si elles ne sont pas plus *performantes* que des haches de pierre ? Où est le progrès alors ? Où est l'essor des « forces productives » (destructives), qui oriente pour tout communiste scientifique le « sens de l'histoire » ? Comment la production et la population mondiale ont-elles pu décupler, centupler, ravager les sols, les sous-sols, les eaux et les airs depuis deux siècles ? Il a bien fallu des *moyens matériels*, on n'arrive pas à un pareil résultat en jetant simplement *et littéralement* de l'argent par les fenêtres, ni en l'entassant dans un coffre – où, stupide valeur numérique abstraite, il s'accroît abstraitement, numériquement, en dormant ? Il faut bien que cet argent investi *serve*, soit *asservi* à la recherche et à la découverte scientifique, à la mise en œuvre industrielle de nouveaux moyens de production.

« Surtout, » insiste Sylvestre le clairvoyant, que « la plupart des résultats de recherche, en physique, chimie ou biologie, n'ont débouché sur aucune application technologique et industrielle. » Voilà une sentence qu'on pourrait relire sans se lasser comme rarissime symptôme d'insanité, tout en contemplant de sa fenêtre, les lignes électriques, les antennes 5G, les trains, les trams, les enseignes, les voitures et tous les signes apparents de la machinerie qui structure en surface et en sous-sol, la métropole contemporaine. Mais Sylvestre ne veut pas rien dire.

« Qui a choisi celles (NdR. : « les applications technologiques et industrielles ») qu'il fallait utiliser et celles qu'il fallait négliger ? En fonction de quels intérêts et objectifs ? Ce fait indique que c'est plutôt vers l'organisation sociale, les intérêts de classe et les idéologies qui en surgissent qu'il faudrait tourner l'analyse. »

Nous y revoilà. Tout dépend de qui choisit les applications technologiques et industrielles de la science. Pour notre communiste scientifique, c'est « l'appétit de profit rapide qui guide les choix des entreprises privées » et on s'explique donc que « la plupart des résultats de recherche, en physique, chimie ou biologie, n'ont débouché sur aucune application technologique et

² Cf. *Raison présente* n°228. <https://www.cairn.info/revue-raison-presente>

³ <https://www.piecesetmaindoeuvre.com/documents/devons-nous-arreter-la-recherche-et>
<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/documents/alexandre-grothendieck-survivre-et-vivre-notre-bibliotheque-verte-no-36>

industrielle. » Les capitalistes sont avides et avarés. Ils n'investissent que dans très peu de développements, uniquement ceux susceptibles de leur rapporter vite et gros, délaissant toutes ces recherches n'ayant débouché sur nulle innovation « technologique et industrielle. » Gâchis, gaspillage, gabegie capitaliste ! Ah, si l'anticapitalisme et les anticapitalistes dirigeaient la société, ils transformeraient le monde – *scien-ti-fi-que-ment* – en un rien de temps, comme ils l'ont fait dans ce « camp socialiste » qu'ils ont dirigé assez longtemps pour en faire une des pires étendues empoisonnées et dévastées de la surface terrestre.

Quant aux États et aux gouvernements (« l'organisation sociale »), libéraux, ultra-libéraux (« les idéologies »), ils sont au service des capitalistes, nous enseigne Sylvestre le sagace, et voilà pourquoi notre climat se réchauffe. Alors que « seul un contrôle démocratique éclairé par les connaissances – donc par la recherche – pourrait hisser (la prudence) comme guide des décisions citoyennes et politiques. »

Traduction : le communisme scientifique et vice-versa. Le communisme ne peut être que scientifique et la science ne peut être que communiste. Où l'on retrouve sous le patelinage « démocratique » et « citoyen » de nos experts climatiseurs l'arrogance de Marx et d'Engels, la volonté de « contrôle politique », et la prétention au « gouvernement des savants », des « éclairés/éclaireurs », dénoncée en son temps par l'anarchiste Bakounine.

Comme toutes les classes dominantes, cette technocratie communiste se couvre de l'intérêt général :

« Bien formuler la question n'est pas un sujet académique, dénué d'importance pour 8 milliards d'êtres humains. Car il serait risible de croire que l'allongement historique de l'espérance de vie en bonne santé de la population mondiale actuelle ne trouve pas l'une de ses sources dans l'usage massif de savoirs scientifiques et des technologies. Tout autant que de négliger ce fait : la puissance de ces technologies rend nécessaire une plus grande prudence dans leur déploiement. »

Voyons voir : l'usage massif de la puissance, ou plutôt de la *puissance*, est l'une des sources de l'emballement démographique planétaire depuis deux siècles et de « l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé de la population mondiale » - chic – mais attention ! Cette *puissance* est si puissante qu'elle nécessite une « grande prudence ». Elle peut tuer ou sauver. Comme le *pharmakon*, le remède qui peut aussi être un poison. Tout dépend de la dose. Mais qui donc sont les « prudents » à même de déployer cette *puissance* sinon les savants, les chercheurs, les experts, les spécialistes, les scientifiques ? Autant dire la technocratie communiste pour désigner tout à la fois un régime social et sa classe dirigeante ; la classe de la puissance à l'ère technologique⁴. Aussi n'est-ce pas « l'appétit de profit rapide » qui a motorisé le ravage de la Terre depuis deux siècles, mais *une volonté de puissance illimitée* que les courants communistes et libéraux avaient également en partage ; quitte à se copier/voler dans leur course à la puissance, toutes sortes de moyens et de méthodes : l'organisation scientifique du travail comme les secrets de la bombe et de l'énergie nucléaire. Les voici également rendus à *l'organisation scientifique du monde*.

Ce que réclament Sylvestre Huet et les communistes scientifiques, dans la droite ligne de Saint-Simon et d'Auguste Comte, *c'est ce qui existe déjà* : la subordination de l'État et du Capital au *progrès de la puissance*, sous la guidance des éclairés/éclaireurs qui orientent les plans d'investissement, de recherche & développement, à travers la multitude de commissions et d'exécutifs, locaux, régionaux, nationaux, européens, qu'ils « éclairent ». Soit à titre de consultants ; soit en tant qu'élus dans ces multiples instances.

Simplement, le parti des communistes scientifiques dispute aux autres partis (écologistes, libéraux, nationalistes), à prétention non moins scientifique, la représentation et la direction de la classe technocratique. Reste le programme commun à *l'ensemble des partis technocratiques* : Ordre et

⁴ Cf. Marius Blouin, *De la technocratie. La classe puissante à l'ère technologique*. Service compris, 2023

Progrès. Remplacement du gouvernement des hommes par l'administration des choses ; informatique, cybernétique, machine à gouverner – d'où besoins exponentiels en électricité.

Et c'est également à quoi travaille ce soir, avec orgueil et modestie, un idéologue de deuxième ordre, anxieux comme nous de sauver le monde et ses habitants. On pourrait certes formuler d'autres « bonnes questions » que la sienne. Quelles sont *les autres sources* de croissance d'une population en meilleure santé, hors le recours massif aux technosciences industrielles ? Pourrait-on privilégier « massivement » *ces autres sources* ? Pourquoi serait-il mieux d'avoir une population de 8 milliards d'humains, et bientôt de 10 milliards, sur une planète carcérale de plus en plus réduite par les moyens de communication ? Quel prix écologique, social, psychologique, culturel, etc., payons-nous individuellement et collectivement pour une telle pléthore de population ? Et pour toute cette *puissance* acquise en 200 ans ? Cette explosion démographique va-t-elle se poursuivre ? Apparemment non en Europe, en Russie, en Amérique du Nord, en Chine, au Japon, en Corée et partout où les femmes ont leur mot à dire. Apparemment oui, en Inde, en Islam et en Afrique subsaharienne. Mais notons que les pays en détresse démographique pourront bientôt recourir – outre l'immigration et la robotisation - aux nouvelles technologies reproductives (gamètes et utérus artificiels) pour faire pièce à la grève des ventres, « payer nos retraites », alimenter la croissance, la production, la consommation, etc.

Tout le monde est arrivé. Nous voici une centaine dans une salle en grande majorité occupée par des êtres chenus ou grisonnants, dont quelques crampons qui s'incrument dans toutes les réunions et conférences-débats grenobloises. C'est gratuit. Ça occupe leurs soirées. Et on leur laisse toujours une minute démocratique pour faire part de leurs utiles contributions. Les retardataires, dont nombre de militants, tiennent debout contre le mur du fond. On remercie la librairie partenaire. Le thème de la soirée s'affiche à l'écran : « Le climat change, pourquoi, comment, est-ce dangereux ? Que faire ? » Une caméra sur un trépied filme le public, cependant qu'un photographe multiplie les photos sous tous les angles, et spécialement sous l'angle de celui qui tente d'échapper à l'objectif ; celui qui ne veut pas se faire voler son image, ni la voir prise dans la Toile. Du reste, cela ne trouble pas les êtres communistes qui brandissent eux-mêmes des tablettes pour s'entre prendre en photo, eux et l'orateur ; au point qu'on a parfois l'impression d'assister à une réunion d'écrans-caméras à bout de bras. Antonin Grandfond, jeune attaché du groupe communiste à la Métro (37 ans d'après « Copains d'avant »), et docteur en nanotechnologie de l'Insa Lyon (décembre 2014), d'après le site de l'Institut national de science appliquée⁵, annonce le programme : une heure de conférence par Sylvestre Huet, un quart d'heure pour Grandfond afin d'« exposer le plan Climat du Parti », et ensuite « un court temps de questions – débat ».

Sylvestre Huet se présente, sexagénaire au visage lisse et glabre, lèvres minces, étirées, fines lunettes, vaste front s'arrondissant d'un crâne en voie de calvitie, mâchoires costaudes, promptes à se crisper. « D'où je parle ». Journaliste depuis 1983. Son premier article en 1987 sur « les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines ». Explication du mécanisme de « l'effet de serre » à travers ses découvreurs successifs (le Grenoblois Joseph Fourier, en 1824 ; le Suédois Arrhenius, en 1896 ; l'autre Grenoblois, Claude Lorius, en 1987 - voir sa nécro en annexe, etc.). Puis l'exposé factuel dévie dans la falsification politique quand l'exposant aborde *les causes*.

« ...depuis la *révolution industrielle*, les *êtres humains* utilisent du charbon, du gaz, du pétrole... et surtout depuis la Seconde guerre mondiale, l'*Homme* émet du CO₂ dans l'atmosphère... »

⁵ Cf. « Étude de la fiabilité des mesures électriques par la microscopie à force atomique sur couches diélectriques ultra-minces : Développement d'une technique de pompage de charge résolue spatialement pour la caractérisation des défauts d'interface », <http://www.theses.fr>

Bien qu'il ne prononce pas le mot, il semble à ce moment que Sylvestre Huet souscrive implicitement à l'étrange thèse de l'« Anthropocène », formulée par Crutzen (1933-2021) et Stoermer (1934-2012) à la fin du siècle dernier. Deux authentiques scientifiques éclairés (biologiste, chimiste), qui situent le début de cette nouvelle ère géologique à la « révolution thermo-industrielle », précisément datée de 1784 (machines à vapeur, pompes à feu, etc.).

On voit donc que le grand coupable de ce brusque réchauffement climatique qui risque de rendre « la Terre inhabitable », ce n'est pas l'Anthropos, l'Homme, les « êtres humains », malgré leurs déprédations depuis 2,8 millions d'années ; mais – l'*Industriel*, et même le *Thermo-industriel*, apparu, lui, depuis deux siècles. Une conséquence aussi têtue qu'inacceptable pour nos scientifiques éclairés, ainsi que pour Sylvestre Huet, notre ennemi de « la confusion ». Et pour cause. Je note à la volée « ... gaz, charbon, pétrole, c'est la vie ; 80 % de ce qu'on fait... industrie, transports... » Et notre « vie », hein, la société industrielle et son « progrès », ce n'est pas négociable.

Passons sur les multiples conséquences catastrophiques de ce réchauffement climatique ; sécheresses, déluges, tempêtes, submersion des côtes, perte des sols, ravages agricoles, disettes, migrations de masse, etc. L'orateur n'ajoute rien de neuf au catalogue des fléaux déjà connus du chaos en cours.

« Alors que faire ? » s'interroge-t-il. La diapo suivante nous donne la réponse en trois points.

- « – Fournir à 8 milliards d'êtres humains des conditions de vie décentes.
- S'adapter au changement.
- Atténuer le changement en diminuant les émissions de carbone. »

Mais une nouvelle diapo résume encore ces trois points. On y voit des manifestants proclamer en banderole « changeons le système, pas le climat ». Le « système capitaliste » bien sûr, non pas le « système technicien » (Ellul, 1977), ni la société industrielle, *alias* « société de consommation » (Baudrillard, 1970). Il n'est pas question ici de décroissance – et encore moins de *dépuissance*. La salle, remplie d'êtres de bon sens, s'esclaffe, « et comment qu'on va nourrir les gens ? », « Et comment qu'on va s'habiller ? » On voit que les objections communistes scientifiques à la critique écologiste ont bien gagné en finesse depuis un demi-siècle.

Sylvestre Huet concède qu'il va falloir réduire la demande de consommation – chez nous, au nord-ouest du monde - y compris pour ce public de militants des classes moyennes, gavé et dressé depuis des décennies à réclamer plus de « pouvoir d'achat ». Qu'il va falloir conserver, restaurer ou augmenter les puits de carbone naturels (sols, forêts). Mais c'est du bout des lèvres, en passant, comme une concession tactique, de pure forme, aux écologistes.

Ainsi nos communistes réclament des transports en commun plutôt que des voitures individuelles. Ils s'esclaffent derechef quand on leur suggère d'arrêter les *déplacements de foules* et les *transports de marchandises* ; d'abolir l'industrie du tourisme, d'annuler les Jeux olympiques, d'arrêter le chantier de la ligne Turin-Lyon (en fait Lisbonne-Kiev).

Leur véritable solution technologique, y compris dans le cadre du « système capitaliste », tient en un mot ; le même que celui des libéraux, des nationalistes et des renégats écologistes : *décarbonation*. D'abord le recours marginal aux « énergies renouvelables » - mais destructrices de matériaux rares, polluantes à produire et à implanter, lignes d'éoliennes (comme dans la baie de Saint-Brieuc), épandage de panneaux solaires (comme sur la montagne de Lure) - à condition que ces machines soient *made in France* et non pas chinoises. Mais surtout, surtout, « la fission nucléaire ».

En France, nous dit Sylvestre Huet, nous avons de la chance et une électricité décarbonée à 95 %. D'abord grâce à l'hydroélectricité qu'on connaît bien ici, dans les Alpes, avec tous ces barrages et ces lignes qui remontent au XIX^e siècle – mais tous les fleuves et torrents sont déjà « équipés ».

Artificialisés, industrialisés. Heureusement, deuxième coup de chance, « nous, la France », nous disposons d'une technologie nucléaire de premier ordre. Sylvestre Huet ne juge pas utile de rappeler que c'est aux scientifiques communistes, Irène et Frédéric Joliot-Curie (parmi d'autres), que « nous, la France » devons notre excellence nucléaire. La fille et le gendre de Pierre et Marie Curie, co-prix Nobel 1935 pour leurs recherches sur la radioactivité et codécouvreurs d'un « explosif puissant » ayant fait l'objet d'un brevet relatif au « Perfectionnement aux charges explosives » déposé le 4 mai 1939 à Paris⁶.

C'est de ce brevet que s'enorgueillit *L'Humanité* du 8 mai 1945, lors du bombardement d'Hiroshima : « La bombe atomique a son histoire depuis 1938, dans tous les pays des savants s'employaient à cette tâche immense : libérer l'énergie nucléaire. Les travaux du professeur Frédéric Joliot-Curie ont été un appoint énorme dans la réalisation de cette prodigieuse conquête de la science »⁷.

Irène et Frédéric Joliot-Curie, ces deux scientifiques communistes et industrialistes, dirigent en cette même année 1945, la création du Commissariat à l'énergie atomique, dont le premier détachement en province ouvre à Grenoble en janvier 1956, sous la direction de Louis Néel, prix Nobel de physique 1970. Je résume ici ce que Sylvestre Huet n'a pas dit au public de la Société des lecteurs et lectrices de *L'Humanité*. Sans doute faute de temps et parce que nombre d'employés ou retraités du CEA, dans la salle, connaissent cette histoire qui va sans dire. La grande supériorité de l'électronucléaire sur les énergies renouvelables (ENR, solaire, éolien), c'est qu'il est *pilotable*, nous explique-t-il. Contrairement aux énergies solaire ou éolienne ni régulières, ni stockables. Or rappelez-vous du thème de la soirée : que faire face au réchauffement climatique ? – décarboner l'énergie. Quelle énergie décarbonée est disponible et *pilotable* ? – L'électronucléaire.

L'argument ne date pas d'aujourd'hui. C'était déjà celui qu'assénait Louis Néel (1904-2000) lors des débats du Conseil général de l'Isère, à propos de Superphénix, en 1977. Bien avant la découverte de « l'Anthropocène » par nos scientifiques éclairés ; douze ans avant la fondation de ce Giec dont Sylvestre Huet nous vante la direction clairvoyante. Tout fiérot de se faire préfacer par l'un de ses importants ; Jean Jouzel, lui-même chercheur au CEA et au CNRS de Grenoble. Écoutez Louis Néel :

« ... depuis que l'on brûle du charbon et du pétrole, la quantité de CO₂ dans l'atmosphère avait augmenté de 10 % environ. Cette quantité plus grande de CO₂ dans l'atmosphère produit un réchauffement indirect de cette atmosphère. On a pu calculer que ce réchauffement indirect dû à la présence de CO₂ dans l'atmosphère était vingt fois la valeur du réchauffement direct par combustion ; ce qui vous montre l'importance du problème. Si nous continuons à développer les centrales à combustion fossiles, au même rythme qu'actuellement, à la fin du siècle on pourra arriver à doubler la quantité de CO₂, et les conséquences écologiques de cette augmentation de concentration sont absolument impossibles à évaluer maintenant. Que se produira-t-il ? Il y aura sûrement un réchauffement de l'atmosphère, peut-être fusion des glaces du pôle, etc. Ce qu'il y a de grave dans cette augmentation du CO₂ c'est que, si en ce qui concerne les déchets des centrales nucléaires on sait un peu comment s'en protéger, on n'a aucun moyen pour faire varier le taux de concentration carbonique dans l'atmosphère⁸. »

C'est ce chantage au réchauffement climatique que les communistes scientifiques réactivent un demi-siècle plus tard, refermant ainsi le piège nucléaire. Le « débat » est en fait conçu pour rabattre peu à peu tous les participants, dans le cul-de-sac de *l'unique meilleure solution*. A partir de ce moment, que ce soit Sylvestre Huet qui s'exprime, ou Antonin Grandfond le représentant ès-qualité du Parti, la réunion se transforme en séance de propagande nucléariste et fanatique. Grandfond,

⁶ Cf. Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation*, L'Échappée, 2013

⁷ lire aussi « Nucléaire : l'impasse de la *puissance* » en ligne sur www.piecesetmaindoeuvre.com

⁸ Conseil général de l'Isère. « Creys-Malville, le dernier mot ? ». PUG, 1977

visage poupin, futur dodu, « encore jeune » et sans lunettes, cheveux bruns coiffés à plat, nous énonce avec force les « propositions du Plan Climat du Parti pour 2050 », formulées par « la commission écologie du Parti » (« 800 membres, animée par un collectif national⁹ »), « modélisées par un camarade ingénieur¹⁰ » et publiées en novembre 2023 dans la revue *Progressiste*, une officine du PCF¹¹.

Rassure-toi, lecteur humain, je ne vais pas t'infliger la critique détaillée de ce plan dont j'ai les 120 pages sous les yeux. Il y a pour cela des spécialistes et des collectifs, dont l'inénarrable Sortir du Nucléaire – condominium des Verts et du NPA - qui revendique 62 819 membres, 892 groupes et 15 salariés¹² – mais pas un seul dans la salle, ce soir, pour contredire un prêche nucléaro-communiste.

L'avantage d'Antonin Grandfond, c'est que disposant de peu de temps et d'une éloquence rudimentaire, il va à l'essentiel :

« On aura besoin de beaucoup d'électricité. On propose un quasi-doublement de la production et de la consommation d'électricité. On propose l'électrification généralisée de l'activité économique. Objectif: 72 %. On aura besoin de toutes les sources d'énergies. On aura besoin des énergies renouvelables, l'éolien, le solaire, et on aura besoin du parc nucléaire. Le nucléaire, seul mode de production pilotable. On aura besoin du nucléaire en 2050. On a besoin d'installer des EPR. On propose de construire 20 EPR d'ici 2050, plus douze SMR. (NdR. *Small modular reactor*) » - *En plus* du maintien en service de 37 réacteurs déjà existants, jusqu'à 70 ans, « ce qui permet de lisser l'« effet falaise » et de disposer de 45,8 GW de nucléaire historique en 2050¹³. »

Antonin Grandfond : « La conclusion c'est qu'il faut réindustrialiser massivement. »

Le PCF, composante du transparti technocratique, n'a rien d'autre à proposer qu'Emmanuel Macron et le Rassemblement national « pour que la Terre reste habitable ». Sauf la surenchère et la fuite en avant technologique : « Pour atteindre la neutralité carbone d'une façon techniquement réaliste et économiquement performante, il convient de planifier **une relance de la filière nucléaire bien plus importante que celle envisagée par RTE** et esquissée par le Président de la République actuel¹⁴. » Ce sont les auteurs qui soulignent en caractères gras.

En somme, ils n'ont rien d'autre à proposer que la poursuite et l'emballage de ce que la classe thermo-industrielle - leur classe - a accompli depuis 1784. Rien d'autre que la politique de la Terre brûlée et son intensification.

Comme disent les jeunes à tout propos, *je suis choqué*.

Mais où vont-ils chercher de l'uranium, Huet & Grandfond ? Où vont-ils enfouir les déchets électronucléaires de leurs trains électronucléaires, de leurs vélos électronucléaires, de leurs logements électronucléaires, de leurs usines électronucléaires, de leurs réseaux, banques de données, ordinateurs, tablettes et *smartphones* électronucléaires ? Dans leurs caves ? Dans leurs jardins ?

Ils ont pitié de ma naïveté, Huet & Grandfond. L'un m'explique qu'il faut « de la dialectique », et l'autre du « réalisme » ; « qu'on ne peut pas s'en tenir aux slogans, genre « on arrête tout, on réfléchit, etc. » Le combustible des centrales nucléaires, au cas où vous ne le sauriez pas, c'est de la dialectique. Où vont-ils chercher de la dialectique les communistes scientifiques ?

⁹ https://www.pcf.fr>le_secteur_ecologie_old

¹⁰ un certain Victor Leny, syndicaliste CGT et membre de la « commission écologie » du PCF

¹¹ « Plan climat Empreinte 2050 », revue trimestrielle *Progressiste*, « science, travail et environnement », revue-progressiste.org

¹² <https://www.sortirdunucleaire.org>

¹³ « Empreinte 2050 Plan climat pour la France », Parti communiste français et *Progressistes*, 6 novembre 2023, page 47

¹⁴ « Empreinte 2050 Plan climat pour la France », op.cit, page 6

« A plus court terme, la France dépend de ses imports d'uranium naturel de l'étranger (7,4 kt en 2019)¹⁵. Au cours des dix dernières années, la France a importé principalement de l'uranium du Kazakhstan (27%), du Niger (20%), d'Ouzbékistan (19%), d'Australie (14%) et de Namibie (14%)¹⁶. L'importance, certes significative, du Niger ne doit donc pas être surestimée, d'autant plus que l'entreprise Orano, leader mondial du combustible nucléaire, a rouvert une mine au Canada¹⁷ et prévoit d'en ouvrir une en Mongolie¹⁸ pour diversifier son approvisionnement. Par ailleurs, la France a produit jusqu'à 3,5 kt d'uranium grâce aux mines ouvertes sur son territoire par le passé, qui ont toutes fermé à partir des années 1980 pour raison économique. La réouverture de ces mines pourrait être intégrée au plan climat pour la France, Empreinte 2050¹⁹. »

Ces dialecticiens veulent ravager jusqu'au fin fond de la Terre ; forer, torturer, arracher. Ce que de jeunes diplômés avides de concepts et de reconnaissance nomment « extractivisme », après avoir vu *Trou story* en 2011 ; le film des Québécois Robert Monderie et Richard Desjardins, qui documente les crimes de l'industrie minière en Abiti-Témiscamingue. Mais qu'est-ce que l'industrie minière, sinon une branche du crime industriel ? Du crime organisé en société ?

A long terme (pas trop long), les communistes scientifiques veulent refaire Superphénix, le « surgénérateur à neutrons rapides » de Malville, construit au prix du sacrifice humain de Vital Michalon (31 juillet 1977). Une machine infernale qui n'a pratiquement jamais fonctionné entre 1984 et 1996, et depuis lors « en démantèlement²⁰ ». Creuser un trou, boucher un trou, c'est toujours des crédits et du pouvoir pour la nucléocratie communiste.

« Les réacteurs à neutrons rapides ont la capacité, tout en produisant de l'énergie à partir d'uranium, de transmuter l'uranium 238 en plutonium 239 fissile. S'ils étaient déployés à suffisamment large échelle, ils réduiraient donc la consommation d'uranium d'un facteur 100. Avec son stock d'environ 320 kt d'uranium appauvri, la France pourrait ainsi être autonome en combustible nucléaire pendant 5000 ans²¹. »

« La France dispose de compétences et d'une histoire industrielle en la matière avec les réacteurs Phénix (fermé en 2009), Superphénix (fermé en 1997), et le projet Astrid (abandonné en 2019) qui sera relancé²². »

Rappelons que le plutonium n'est pas un élément naturel, mais un produit par irradiation et transmutation de l'uranium dans les réacteurs nucléaires.

On se dit parfois que si les foules avaient conscience de l'existence du plutonium et de ses capacités exterminatrices, elles prendraient d'assaut les laboratoires et battraient à mort les scientifiques qui le fabriquent. Mais c'est évidemment Sylvestre Huet, le réaliste, qui a raison. Les foules sont heureuses de travailler à La Hague et de baigner dans un milieu radioactif. Tout ce qu'elles veulent,

¹⁵ Cf. IAEA, NEA (2021). Uranium 2020 : Resources, Production and Demand. https://www.oecd-nea.org/jcms/pl_52718/uranium-2020-resources-production-and-demand

¹⁶ Cf. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/08/03/a-quel-point-la-france--est-elle-dependante-de-l-uranium--niderien_6184374_4355770.html

¹⁷ Cf. <https://www.orano.group/fr/l-expertise-nucleaire/tour-des-implantations/mines-d-uranium/canada/exploration>

¹⁸ Cf. <https://www.orano.group/fr/actus/actualites-du-groupe/2023/octobre/orano-signe-un-protocole-d-accord-pour-le-developpement-et-la-mise-en-exploitation-d-un-projet-de-mine-d-uranium-en-mongolie>

¹⁹ « Empreinte 2050 Plan climat pour la France », op.cit, page 91

²⁰ Cf. « Mémento Malville » sur www.piecesetmaindoeuvre.com

²¹ « Empreinte 2050 Plan climat pour la France », op.cit, page 91

²² « Empreinte 2050 Plan climat pour la France », op.cit, page 93

les foules heureuses, c'est justement ne pas savoir, afin de jouir paisiblement de leur mode de vie douillettement électronucléaire. Elles battraient à mort l'ennemi du peuple qui tenterait de leur ôter ou de leur gâcher leur paisible jouissance électronucléaire et radioactive. Même une catastrophe, des milliers de morts et de malades, des zones dévastées, contaminées, militarisées, n'y suffirait pas. J'ai entendu l'autre soir un être retraité du CEA proclamer sans que nul ne tressaille ou ne le reprenne : « Il n'y a eu que 30 morts à Tchernobyl. » Cette flamboyante centrale communiste, conçue, construite et opérée par des scientifiques éclairés, éclairants.

Le verdict de Pimprenelle est tombé impitoyable : « On devrait tous les obliger à lire *La Supplication* de Svetlana Alexievitch. » C'est vache. Moi, je n'ai pas voulu. Je n'ai pas osé. J'avais peur de fondre en larmes et de pleurer d'un bout à l'autre du bouquin. Enfin. Si vous avez le courage ; *La Supplication : chroniques d'un monde après l'apocalypse*. Lattès, 1998.

Je suis d'ailleurs sûr que les communistes scientifiques pourraient lire *La Supplication* sans la moindre sensiblerie ; sans y voir autre chose qu'un *retex*, un retour d'expérience en vue de prochaines catastrophes à gérer en toute résilience.

Le pire pour moi c'est l'absence d'apocalypse. Le consentement à la servitude nucléaire. Le fonctionnement sans fin sous la menace indéfiniment suspendue de la catastrophe. La société nucléaro-communiste avec son intangible hiérarchie de scientifiques, détenteurs de l'expertise nucléaire, maîtres de forces terrifiantes, prêtres et gardiens de pyramides maléfiques ; et encore protégés par une milice armée (vigiles, gendarmes, services secrets) ; garante de la sécurité des centrales et de la suprématie sociale des scientifiques. Une société morne et morbide à perpétuité.

Huet le réaliste a la solution.

Vous allez rire.

Enfourer les « déchets ultimes » - ceux-là que même les scientifiques communistes n'envisagent pas de recycler - où l'on a extrait les minerais en premier lieu. Au fond de la Terre. Son visage s'enflamme tandis qu'il nous vante avec passion la sûreté du « stockage en couche géologique profonde », au fond des galeries souterraines de Bure - un hameau aux confins de la Meuse, de la Haute-Marne et des Vosges - pour les siècles à venir. C'est le projet Cigéo, l'enfouissement d'ici 2035-2040, d'au moins 83 000 m³ des déchets les plus radioactifs et les plus longuement radioactifs dans les argiles intestines. L'idée semble l'exalter. Les Suédois le font ! Les Finlandais le font ! Et pourtant, hein, les Finlandais, c'est pas des bolcheviques !

Cette référence aux bolcheviques lui revient deux ou trois fois, quoique personne - même pas moi - n'ait rappelé la fameuse sentence de Lénine, il y a un siècle de cela ; « le communisme, c'est les *soviets* (NdR. conseils), plus l'électricité. »

Huet a remplacé « les soviets » par le « contrôle démocratique²³ », et « l'électricité » par « l'électronucléaire ». Il n'y aura pas plus de « contrôle démocratique » qu'il n'y a eu de « soviets » durant 60 ans de communisme technocratique. En revanche, il y aura bel et bien l'électronucléaire qui, en raison de sa complexité et de sa dangerosité, ne restera « contrôlable » que par la caste nucléocratique et sous la garde de sa milice. Sauf les accidents et les incidents (« le risque zéro n'existe pas. »), les attentats, les bombardements, etc.. Sauf les perpétuelles pollutions radioactives.

Il sait de quoi il parle, Huet. Il travaille pour/avec l'Andra (l'« Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs²⁴ »), à l'acceptabilité sociale de son projet Cigéo (« Centre industriel de stockage géologique de déchets radioactifs, hautement radioactifs et à durée de vie longue »).

Il fait partie des quatre manipulateurs d'un « comité de pilotage » prétendu « indépendant », mais recruté par l'Andra, afin d'organiser une « conférence de citoyens » en mai-juillet 2021, pour vernir Cigéo d'une caution prétendue citoyenne²⁵. L'Andra a également sous-traité l'animation de cette

²³ Cf. *L'Humanité*, 12 février 2024

²⁴ Cf. andra.fr

²⁵ Cf. <https://www.andra.fr> « Conférence de citoyens. Phase industrielle pilote de Cigéo »

opération de com' à l'agence Missions Publiques. Une SARL de prestations en acceptabilité sociale d'une vingtaine de salariés, en activité depuis 1998 et propriété d'un certain Yves Mathieu, *businessman* en « démocratie participative » - « Participer, c'est accepter »²⁶.

J'ignore le montant du contrat entre l'Andra et Missions Publiques. La communication de l'Andra ne mentionne pas non plus de rémunération, ni de « frais de mission » pour les quatre « pilotes » de sa « conférence de citoyens ». Ils doivent travailler pour le bien public. De même que la vingtaine de marionnettes citoyennes recrutées par un institut de sondage, afin d'obtenir un échantillon sociologiquement représentatif de la population française. N'en sont exclus que les spécialistes et les « militants » (*sic.* Les opposants). C'est-à-dire ceux qui s'intéressant au sujet ont pris la peine de s'informer par eux-mêmes et de se forger leur propre opinion. Cela tombe bien, ces mêmes opposants refusent désormais de cautionner par leur présence les « pseudo-concertations prémâchées par l'Andra qui n'existent que pour alimenter sa communication²⁷ ».

Ce que veulent l'Andra, son prestataire Missions Publiques et notre quatuor de « pilotes », ce sont des « profanes » - suivant leur propre mot – des naïfs flattés de leur subite importance et dociles aux « éclairages » des experts et chercheurs qui viendront justement leur apporter « une information pluraliste et éclairée », « afin qu'ils se forment une opinion éclairée ». C'est-à-dire une opinion *reflétant les éclairages reçus*, comme la lune reflète la lumière du soleil. Laquelle opinion n'a d'ailleurs aucune importance. Nos « citoyens », tels des rats de laboratoire, suivent un parcours préétabli, ne répondent qu'à des questions soigneusement bornées et ne formulent que des « avis », on ne peut plus consultatifs. Cette « conférence » se déroule en trois sessions de 2 à 3 jours, avec un programme de visites instructives à Bure et des cours non moins instructifs, donnés par des lumières électronucléaires, sur des sujets choisis :

Jean-Michel Romary, directeur maîtrise d'ouvrage démantèlement et déchets, Orano.

Delphine Pelligrini, cheffe de service, IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire)

Virginie Wasselin, cheffe du service stratégie filières, Andra.

Yves Lheureux, directeur ANCCLI (Association Nationale des Comités et Commissions Locales d'Information)

Anne-Cécile Rigail, directrice générale adjointe, ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire)...Etc., etc.

Rien que des êtres nucléaristes, professant la nécessité du nucléaire et la possibilité d'une sûreté nucléaire, *pourvu que l'on se plie à ses règles despotiques*. Comme le disait Engels, ce communiste scientifique :

« Si, par la science et son génie inventif, l'homme s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, puisqu'il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille²⁸. »

Et si il y a une chose de sûre en l'espèce, c'est que nos communistes scientifiques ne veulent ni abolir l'industrie, ni retourner à la quenouille.

Les citoyens, cependant, dûment programmés par Huet et ses copilotes, prennent de la hauteur : « Comment savoir, ce qui est vrai en science ? Comment expliquer la confusion de plus en plus fréquente entre faits et points de vue ? » Éclairages en visio-conférence avec Étienne Klein, auteur et propagandiste médiatique des technosciences. Philippe Saint Raymond, polytechnicien et ingénieur des Mines pour leur conter l'histoire de l'Autorité de sûreté nucléaire. Pauline Abadie, « juriste spécialisée en éthique, membre du Comité Éthique et société auprès de l'Andra » (une

²⁶ Cf. <https://missionspubliques.org> . « Intelligence collective et politique : 5 questions à Yves Mathieu » 24 janvier 2020 cbabinchevaye.com

²⁷ voir en annexe le communiqué du 23 juin 2021 de la Coordination Stop Cigéo

²⁸ *De l'Autorité*, 1872

universitaire de Saclay), et Christian Gollier, économiste, directeur général de la Toulouse School of Economics, pour se poser les questions éthiques des relations intergénérationnelles (« que laisse-t-on à nos descendants ? Nous empruntons la Terre à nos enfants »).

La conclusion de ces débats, on la connaît. Le Conseil constitutionnel a jugé la mise en œuvre du projet Cigéo conforme à la Constitution, le 27 octobre 2023²⁹ ; affirmant dans la même décision le droit des générations futures à vivre « dans un environnement équilibré et respectueux de la santé ». Pas de souci. Les ordures nucléaires seront récupérables durant un délai de 100 ans. Puis, ayant ainsi fait la preuve de son éternelle sûreté, la fosse sera scellée, et avec elle des déchets toxiques pour des centaines de milliers d'années – à moins qu'ils ne finissent par fuiter et s'infiltrer dans les eaux profondes³⁰.

Rien de nouveau pour les Grenoblois, même s'ils ont choisi de l'ignorer ou de l'oublier. Le Commissariat à l'énergie atomique de Grenoble (CEA-Ceng) a exploité des décennies durant trois réacteurs nucléaires en pleine ville : Siloé, Siloëtte et Mélusine. Le 7 novembre 1967, Siloé subit un grave accident, contaminant l'eau de sa piscine de refroidissement et dégageant des rejets radioactifs dans l'atmosphère. Le 19 juillet 1974, une fuite se produit dans le réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin. En raison de déversements trop importants d'effluents radioactifs dans des égouts insuffisamment étanches, la nappe phréatique est contaminée. En certains endroits, la concentration maximale admissible pour la population est dépassée de 14 fois dans l'Isère, jusqu'à 9 fois dans la nappe phréatique.

Après l'arrêt de Mélusine (8 mégawatts), en 1989, et de Siloé (35 mégawatts), en 1997, le CEA annonce l'arrêt de Siloëtte en juillet 2002. Le *Daubé* revient sur ces fermetures quelques mois plus tard, dans un entretien avec Jean Therme, le directeur du CEA-Grenoble. On y apprend que « les piscines des réacteurs Mélusines, Siloé et Siloëtte, qui contenaient de l'eau recouvrant le combustible seront vidées d'ici à la fin de l'année 2003. » Que « l'eau radioactive est régulièrement rejetée en petites quantités dans l'Isère. » « Mais que selon Jean Therme, les quantités rejetées sont tellement faibles qu'elles se diluent dans la rivière ; « Les traces de radioactivité dans l'Isère sont homéopathiques ». Et « tout aussi extrêmement faibles par rapport à l'environnement normal. » « Les sites seront alors rendus à l'herbe, promet Jean Therme, « Preuve que des installations nucléaires peuvent fonctionner à proximité d'un centre urbain pendant quarante ans et être ensuite démantelées sans impact pour l'environnement³¹ ».

Jean Therme est parti à la retraite en 2015, nous laissant une rivière radioactive à doses homéopathiques. Ni oubli, ni pardon, même si je n'arrive pas à lui souhaiter son cancer. Quant à Huet, Grandfond et à leurs pareils de la « Commission écologie du Parti », qui persistent dans l'intoxication nucléaire et techno-progressiste, je ne leur demande que de boire chaque jour l'eau de l'Isère, afin d'éprouver par eux-mêmes « l'allongement de l'espérance de vie en bonne santé de la population mondiale ».

**Pièces et main d'œuvre
Grenopolis, 24 février 2024**

²⁹ Cf. *Le Monde*, 27 octobre 2023

³⁰ Cf. Marion Lantoine, 12 mai 2012, « L'indicible éternité de la mort nucléaire », sur www.piecesetmaindoeuvre.com

³¹ *Le Daubé*, 30 janvier 2003

Annexes

Confusion à Libération

13/12/2006

<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/confusion-a-liberation>

Mercredi 13 décembre 2006 dans *Libération* (p.10 : « Le débat sur les nanotechs court-circuité »), Sylvestre Huet, chef du service Sciences, écrit :

« ... pour Attac ou le collectif antinano Pièces et main-d'oeuvre (2), il n'est pas question de discuter d'un contrôle des risques sanitaires ou sécuritaires des nanomatériaux et nanotechs, mais plutôt de s'opposer aux "nécrotechnologies". D'où un discours confus qui mêle les vrais problèmes (toxicité des nanoparticules, contrôle démocratique des technologies d'identification, justification des subsides publics au privé) avec des anticipations technologiques douteuses ("les nanocaméras au service de dictatures"), sans faire le distinguo. »

Nous ignorons d'où Sylvestre Huet tire cette parenthèse (« les nanocaméras au service de dictatures »), mais puisqu'il veut faire le malin sur un sujet que visiblement il maltraite, nous vous proposons ci-dessous quelques exemples parmi tant d'autres d'"anticipations technologiques douteuses" censées, selon lui, ne pas être de "vrais problèmes". Ce qui contredit nos informations à nous, sourcées et bénévoles.

Si les chefs de service des « media de référence » croient encore pouvoir imposer leurs points de vue avec la force de frappe de leur « marque » et de leur diffusion, ils se trompent d'époque. Ce genre de bourde ne peut que hâter la disparition, et le plus tôt sera le mieux, du quotidien bobo. On ne se fait pas de souci pour Sylvestre, un garçon aussi raisonnable trouvera forcément un poste au service de com' du CNRS, ou des bouquins sur commande à torcher pour Les Petites Pommes du Savoir.

Pièces...

1) Nano-frelon espion et tueur en Israël

« Selon un quotidien israélien paru vendredi, l'état utilise la nanotechnologie pour créer des robots de la taille d'un frelon, qui seraient capables de pister, de photographier et de tuer les cibles qui lui seraient assignées.

Le robot volant, connu sous le nom de "bionic hornet" ou frelon bionique, serait a priori capable de se frayer un chemin dans de tous petits endroits, afin de pouvoir réaliser de véritables opérations de frappes chirurgicales, avec par exemple la neutralisation d'ennemis auparavant difficilement atteignables, comme des soldats équipés de lance-roquettes, selon le quotidien *Yedioth Ahronoth*. »

Voir : www.generation-nt.com

2) Nano-drones en France

Depuis 2003, la Délégation générale à l'armement (DGA) développe le projet "Libellule" de premier nano-drone français, qui pèse 20 mg pour une envergure de 6 cm. Le prototype a été conçu par SilMach (CNRS/Université de Franche-Comté sous contrat DGA). La France dispose déjà de micro-drones comme le DRAC (Drone de renseignement au contact) fourni par EADS à la DGA : moins de 12 kg, permet l'observation de jour comme de nuit.

Voir : www.defense.gouv.fr/sites/dga/dossiers

3) Smart dust (poussières intelligentes) à Grenoble

« Nom du laboratoire : IMEP - Grenoble

Type de proposition : thèse, financement Région Rhône-Alpes

Durée : 3 ans

Domaine de compétence : microélectronique, système de radiocommunications, radiofréquences, électromagnétisme et propagation.

Sujet de la thèse : étude de l'architecture et intégration d'un module pour Smart Dust
Cette thèse est la première du projet "SOC - Smart Dust" du cluster financé par la Région Rhône-Alpes. L'objectif du projet est l'étude de faisabilité d'un "Réseau de capteurs embarqués sur des personnes (ou autres êtres vivants)". Ce réseau de capteurs sans fils composé d'éléments de la taille du millimètre (poussière communicante) utilise les avancées de la micro et nanotechnologie. (La thèse) comporte différentes parties étudiées en liaison étroite avec les laboratoires suivants participant au projet : LCIS-Valence ; LHAC-Chambéry ; IMEP-Grenoble ; CITI-Lyon.

Contact : Fabien Ndagijimana, Professeur à l'Université Joseph-Fourier. IMEP-ENSERG. Tél. : 04 76 85 60 23, Mél : fabien@enserg.fr »

Voir : www.minatec.com

4) Informatique disséminée en Suisse

« Dans notre vision du "Speckled Computing" (Informatique Disséminée), le recueil et le traitement des informations seront très diffus - les personnes, les objets et l'espace environnant devenant à la fois des outils informatiques et les interfaces avec ces outils. Les surfaces, les murs, les sols, les plafonds, les vêtements, vaporisés avec ces poussières, seront imprégnés d'une "aura informatique" et transformés en capteurs pour des interactions fortes avec les outils informatiques. »

Voir : www.specknet

Et le mot de la fin pour le *Journal du CNRS* (octobre 2005) :

« Assurément, les nanotechnologies offriront donc la possibilité de fondre les technologies de l'information dans notre environnement. Et l'on parle déjà, par exemple, de poussières électroniques communicantes, minuscules systèmes capables de se mettre en réseau pour recueillir et transmettre des informations. »

Nécro(techno)logie

Claude Lorius n'a rien vu en Antarctique

22/04/2023

<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/necro-techno-logie-claude-lorius-n-a-rien-vu-en-antarctique>

Le glaciologue Claude Lorius est mort le 21 mars. Nous ne sommes pas du genre à gifler les cadavres, comme le firent les surréalistes à la mort d'Anatole France en 1924³². Quoique la main vous démange à la lecture de la presse éplorée. *Le Figaro* salue le « pionnier de la climatologie moderne », *Le Daubé* le « lanceur d'alerte précoce », *Libération* le « géant des glaces », *Le Monde* le « héros légendaire ». Qu'a donc fait Claude Lorius (à part mourir) pour mériter de telles louanges ? Il a établi, en 1987, le lien entre la teneur en gaz à effet de serre dans l'atmosphère et l'évolution climatique. D'un point de vue scientifique, s'entend. Ses études ont vérifié les observations des montagnards : « ils ont détraqué les saisons ». Ce que chacun constatait en levant le nez, et ce qu'*officialise* le dernier rapport de l'Organisation météorologique mondiale des Nations unies : « La perte d'épaisseur cumulée des glaciers depuis 1970 s'élève à près de 30 mètres³³ ».

Claude Lorius avait rejoint l'université de Grenoble en 1968, avant de devenir directeur adjoint (1978-84) puis directeur du Laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement jusqu'en 1989. A Grenopolis, nous avons toutes sortes de scientifiques. Joseph Fourier, mathématicien, ami d'Auguste Comte, préfet de l'Isère, fondateur de la Faculté impériale de Grenoble sous Napoléon I^{er}, décrit les principes de l'effet de serre en 1824³⁴. Il tombe à pic. D'après les plus certifiés des scientifiques, la révolution industrielle commence *circa* 1784 avec la machine à vapeur de Watt. A Grenopolis, elle commence modestement avec les tanneries, les chaudronneries, la mécanique, activités polluantes dont se plaint le Grenoblois moyen³⁵. La révolution industrielle - et permanente - s'emballe avec l'utilisation de la Houille blanche (hydroélectricité) en 1869 par l'ingénieur Aristide Bergès dans sa papeterie du Grésivaudan. De proche en proche et successivement, se développent électrometallurgie, électrochimie, électromagnétisme, électronucléaire, micro-informatique, nanotechnologies, etc.³⁶. Et la petite ville de 25000 habitants du temps de Stendhal et de Fourier devient une métropole de 450 000 habitants, avec 120 laboratoires de recherche *innovants* et les dizaines de *start up* et de groupes industriels qu'ils ont créés sous les auspices de la « synergie recherche-université-industrie », stimulant toujours plus la production de gaz à effet de serre. Et parmi ces laboratoires, celui de Claude Lorius, qui démontre le lien entre les gaz à effet de serre d'origine « anthropique » (enfin, industrielle) et le réchauffement climatique.

En voilà, de la technoscience circulaire. Elle tourne en rond depuis des décennies sans frein ni réflexion, tandis que fondent les glaciers au-dessus de la technopole, que s'assèchent les nappes phréatiques au-dessous, que disparaissent entre les deux le paysage et ses anciens habitants. Accélérer la catastrophe à proportion de la puissance technoscientifique et documenter la

³² Philippe Soupault, Paul Éluard, Pierre Drieu la Rochelle, Joseph Delteil, André Breton, Louis Aragon, *Un cadavre*

³³ <https://www.radiofrance.fr/franceinter/la-partie-est-deja-perdue-la-fonte-des-glaciers-bat-des-records-alerte-l-onu-8798627>

³⁴ Cf. J.-Louis Dufresne, « Jean-Baptiste Joseph Fourier et la découverte de l'effet de serre », in *La Météorologie*, n°53, mai 2006

³⁵ Cf. Estelle Baret-Bourgoin, *La ville industrielle et ses poisons. Les mutations des sensibilités aux nuisances et pollutions industrielles à Grenoble, 1810-1914*, PUG, 2005

³⁶ Cf. Pièces et main d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !*, L'Échappée, 2013

catastrophe, après tout, c'est toujours de la science. Et c'est elle qui prime et commande, à Grenoble comme ailleurs.

C'est ce que nous fait savoir Claude Lorius ce vendredi 29 mai 2009. Nous tenons notre premier Café luddite, avec Jean Druon et son documentaire *Un siècle de progrès sans merci*. Un retour historique sur le rôle des physiciens - entre autres - dans la course au progrès technologique à tout prix, y compris celui de la destruction.

La salle de la maison du Tourisme est comble. Surprise : le glaciologue est au premier rang. Mais après tout, il vient de recevoir le prix Blue Planet, « l'une des plus prestigieuses récompenses internationales dans le domaine de l'environnement » selon *Le Monde*, et il clame partout son inquiétude.

« Avant, j'étais alarmé, mais j'étais optimiste, actif, positiviste. Je pensais que les économistes, les politiques, les citoyens pouvaient changer les choses. J'étais confiant dans notre capacité à trouver une solution. Aujourd'hui, je ne le suis plus... sauf à espérer un sursaut inattendu de l'homme³⁷. »

Un « sursaut inattendu », c'est ce qu'essaie de provoquer, à sa mesure, le courant écologiste, anti-industriel et naturien, en contestant la volonté de puissance et ses vecteurs contemporains les plus efficaces : la technoscience, l'industrie, la Machine. D'où notre Café luddite. Sacrilège ! Lorius tempête et quitte la salle sans débattre. On aurait pourtant aimé l'entendre sur les effets climatiques du développement de la « Silicon Valley française », œuvrant au nanomonde connecté, à l'intelligence artificielle, à la biologie synthétique et aux innovations disruptives de l'industrie.

L'incident en rappelle un autre, quelques semaines auparavant dans cette même salle, lors d'un hommage au glaciologue. Des Grenopolitains le sollicitent pour signer une pétition contre le projet de rocade nord et de tunnel routier sous la Bastille, destinés à accélérer les déplacements dans la technopole saturée de voitures et de pollution. Le « lanceur d'alerte précoce », pensent-ils, ne peut que s'alarmer de ce surcroît de gaz à effet de serre. Mais Lorius refuse : « Michel Destot m'a remis une médaille, si je signe il ne va pas être content ».

Pour ceux qui l'ont déjà oublié, Michel Destot, maire de Grenoble de 1995 à 2014, est également un scientifique ! Et pas n'importe lequel. Ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique et fondateur d'une *start up* de simulation nucléaire, Corys.

Finalement, les *héros légendaires* sont des scientifiques comme les autres. Offrez-leur des médailles, des prix, des postes, et des occasions d'exercer leur autonomie de pensée, et observez leur réaction. André Breton et ses camarades du Comité de lutte anti-nucléaire l'avaient bien dit en 1958 :

« Des noms parés de titres officiels, au bas d'avertissements adressés à des instances incapables d'égaliser l'ampleur du cataclysme, ne sont pas à nos yeux un passe-droit moral pour ces messieurs, qui continuent en même temps à réclamer des crédits, des écoles et de la chair fraîche³⁸. »

³⁷ *Le Monde*. 12 novembre 2008

³⁸ Comité de lutte anti-nucléaire, « Démasquez les physiciens, videz les laboratoires », 18/02/1958

Ses éclats anti-écologistes n'empêchent pas Claude Lorius de revenir en 2011 en penseur de la catastrophe, avec *Voyage dans l'anthropocène, cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*³⁹.

« Depuis le XIX^e siècle, comme le montrent les courbes comparées des températures et des gaz à effet de serre analysées dans les glaces des pôles, nous transformons la Terre tel qu'aucun autre événement cosmique, tellurique ou géologique ne l'a fait de manière aussi brutale depuis des millions d'années. Nous avons changé d'ère. (...) Puisque rupture il y a, il faut la nommer pour la voir, pour l'expliquer, pour l'autopsier, voire pour la conjurer. C'est pourquoi géologues et géophysiciens plaident aujourd'hui pour une nouvelle dénomination de cette période de l'histoire naturelle du monde : l'anthropocène. Bienvenue dans l'ère des humains⁴⁰. »

Rendons grâce aux scientifiques. Sans eux, sans le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) créé dans la foulée de la publication de Lorius en 1987, nous serions ignorants de notre *culpabilité collective*, que nous ne saurions ni *nommer*, ni *expliquer*, ni *conjurer*. Tiens au fait, qui se souvient de la création du Giec ?

« Et c'est à l'initiative de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan que, en 1988, le G7 crée, sous les auspices des Nations unies, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)⁴¹. »

Telle est la technocratie à l'œuvre. Ne pouvant plus dissimuler les effets matériels, *physiques*, de sa course à la puissance, la classe du pouvoir, de l'avoir et du savoir invente la fiction qui en rend responsable *l'humanité entière*. Heureusement, Thatcher, Reagan, le G7 et les experts nous sauveront de nos errances.

Lorius prétend nous livrer la cause du désastre en reprenant le terme d'Anthropocène, forgé au début des années 80 par le biologiste Eugène Stoermer. Celui-ci le popularise en 2002 dans un article de *Nature* corédigé avec Paul Crutzen, prix Nobel de Chimie 1995.

Pardon de rabâcher, mais les nécrologies servent aussi à ça. Stoermer et Crutzen *ne font pas* remonter les causes du bouleversement géo-climatique à l'apparition de l'*anthropos* – à « l'ère des humains », comme le prétend Lorius - voici trois millions d'années, ni même à l'émergence du capitalisme. Ils situent le début de cette ère en 1784, année du perfectionnement de la machine à vapeur⁴². C'est-à-dire le début de l'usage des énergies fossiles : la révolution thermo-industrielle. Leur terme englobant d'Anthropocène est abusif et commode pour dissimuler la vraie rupture, celle du Technocène. *La société industrielle*, motorisée par les progrès technoscientifiques, a détruit les équilibres climatiques et écologiques. Point.

Le Giec l'admet tacitement en calculant la hausse des températures « par rapport aux niveaux préindustriels⁴³ ». Et Crutzen enfonce le clou, considérant qu'« après la phase I de l'ère industrielle, l'homme est entré de 1945 à 2015 dans la phase II de l'Anthropocène – dite la « Grande accélération » (*Great Acceleration*) qui voit l'augmentation accélérée de la concentration en

³⁹ L. Carpentier, C. Lorius, *Voyage dans l'anthropocène, cette nouvelle ère dont nous sommes les héros*, Actes sud, 2011

⁴⁰ Idem

⁴¹ Jean Jouzel, *La Recherche*, 1/04/23

⁴² Cf. *L'Humanité Dimanche* du 7/13 janvier 2021

⁴³ Giec, résumé à l'intention des décideurs, sur

https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/SR15_Summary_Volume_french.pdf

dioxyde de carbone de l'atmosphère qui "atteint un stade critique car 60 % des services fournis par les écosystèmes terrestres sont déjà dégradés"⁴⁴ ».

L'*anthropos* moyen n'est pas plus responsable en 1945 qu'en 1784. En revanche, 1945 marque le début de l'ère de la *Big Science*, et d'une *accélération* technologique sans précédent. Et un nouveau seuil sur les courbes des émissions de gaz à effet de serre. Quelle surprise.

Devant l'évidence, les technocrates mentent. Tirer les conséquences des faits serait reconnaître leur responsabilité, celle de la classe qui maîtrise, possède et développe les moyens de la puissance destructrice. Et non pas celle de l'humanité en général. Pire, cela impliquerait le renoncement à ce déchaînement de puissance. Non pas le retour à la bougie honni des progressistes mais, disons, le retour aux « niveaux préindustriels » du Giec ?

Remonter à la racine des maux signifie regarder en arrière. Les causes, par définition, sont dans le passé. Lorius le savait bien, qui lisait dans ses carottes de glaces polaires les différentes étapes des dégâts industriels sur notre biotope. Mais ses conclusions, 30 ans plus tard, étaient celles d'un aveugle : « Comment encourager la croissance qui est nécessaire, en respectant l'environnement ?⁴⁵ »

La croissance *de quoi* ? Des températures ? Du niveau des mers ? De la sécheresse ? Bref, Lorius n'avait rien vu dans l'Antarctique. C'était bien la peine d'aller si loin et de brûler tant de kérosène.

Il est trop tard pour les glaciers. Et pour nous, simples anthropoïdes ?

Pièces et main d'œuvre
Grenopolis, 22 avril 2023

⁴⁴ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Anthropocène>

⁴⁵ *Lyon Mag*, novembre 2007

Notes à l'intention des opposants à l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse/Haute-Marne et aux pseudo-débats de la CNDP-Cigéo

28/08/2013

<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/notes-a-l-intention-des-opposants-a-l-enfouissement-des-dechets-nucleaires-en>

Du 15 mai au 15 décembre 2013, la Commission nationale du débat public (CNDP) organise des pseudo-débats sur l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse/Haute-Marne (projet Cigéo). Cette opération poursuit le travail d'acceptabilité engagé par la CNDP en 2005 avec une première série de pseudo-débats. A l'époque, deux réunions, à Cherbourg et Paris, avaient été annulées en raison du boycott de six associations (Amis de la terre, Agir pour l'environnement, France nature environnement, Réseau action climat, Greenpeace, WWF).

En 2008, Sortir du Nucléaire constatait : « *Lors du Débat public de 2005 organisé par la CNDP sur l'ensemble de la question des déchets nucléaires, l'option de l'enfouissement avait clairement été écartée... ce qui n'a pas empêché le pouvoir d'imposer cette option. Il est donc avéré qu'un Débat public n'apporte absolument aucune garantie.* » (cf. hns-info.net)

Comme en 2005, la caravane publicitaire de la CNDP a pour vocation de nous faire accepter des décisions déjà prises. Il faut être aveugle et sourd pour croire qu'il s'agit de débattre afin de décider collectivement. A l'attention de ceux qui croiraient encore à ces manipulations, rappelons quelques évidences.

De « débats » en « débats », Cigéo avance

La CNDP a été saisie par le maître d'ouvrage de Cigéo : l'Andra, c'est-à-dire l'autorité chargée de la gestion des déchets radioactifs en France. C'est elle qui initie l'opération, dont elle fixe l'objectif dans sa lettre de saisine : « *Après le débat public conduit par la CNDP en 2005/2006 sur la politique de gestion des déchets radioactifs, ce nouveau débat doit permettre à l'Andra de présenter les avancées du projet depuis 2006, en particulier les aspects liés à la conception industrielle de Cigéo, sa sûreté, sa réversibilité, son implantation et sa surveillance.* »

Est-ce assez clair ? Non seulement il s'agit de communiquer aux cobayes les prochaines expériences menées sur eux – et non de discuter avec eux - mais en plus, signale l'Andra aux mal-comprenants, **le projet avance, quelle que soit l'opinion de la population, et quels que soient les résultats du précédent « débat » de 2006. Celui-ci n'a donc servi à rien.**

L'Andra anticipe la contestation du pseudo-débat

Depuis des années, l'Andra s'est adjoint les services de sociologues de l'innovation et de l'acceptabilité pour désamorcer la contestation. Son « comité d'expertise et de suivi de la démarche d'information et de consultation (Coesdic) » l'alimente en rapports et recommandations tirées de l'analyse des « controverses » scientifiques récentes (ITER, nanotechnologies, OGM). Dans son rapport d'activité 2010, le Coesdic écrit à propos de Cigéo : « *Un argumentaire solide qui explique pourquoi le débat public est nécessaire doit être élaboré. Une bonne façon de procéder est de partir des critiques auxquelles donne ou pourrait donner lieu l'organisation du débat à venir (le débat sur le débat fait aussi partie du débat) : « cela ne sert à rien car tout est décidé », « les gens ne participeront pas et le débat fournira une tribune aux opposants qui vont le saboter », etc. Dans la préparation de cet argumentaire, l'Andra doit notamment introduire des éléments d'information sur les autres expériences de débats organisés par la CNDP (EPR, ITER, déchets radioactifs) ».*

Si l'Andra a besoin d'un « argumentaire solide », c'est que l'illégitimité des pseudo-débats éclate désormais à chaque apparition de la CNDP et des officines d'acceptabilité. La mise en scène de la « démocratie technique », consistant à réunir des experts et des contre-experts sous les yeux d'un public considéré comme ignare, à éduquer, ne dupe plus grand-monde. Mais au moins cela donne-t-il du travail aux sociologues et aux agences de communication.

La sociologie de l'innovation et l'acceptabilité au service du fait accompli

Au sein du « comité d'expertise et de suivi de la démarche d'information et de consultation » de l'Andra siège Michel Callon « directeur de recherche, professeur de sociologie à l'école des Mines », nous dit le site de l'agence. Complétons ce CV minimaliste.

Callon s'est fait connaître comme théoricien de la « démocratie technique » avec un livre paru en 2001. *Agir dans un Monde Incertain, Essai sur la démocratie technique*, co-écrit avec Lascoumes et Barthes, expose les concepts qui, en quelques années, ont colonisé les institutions scientifiques et politiques. Ce livre enjolive le risque en « *incertitude* », les conflits politiques en « *controvertes socio-techniques* », et propose une nouvelle façon de résoudre ceux-ci par des « *forums hybrides* » - pseudo espaces ouverts dans lesquels se réunissent experts, politiques et « *profanes* » pour mettre en œuvre une « *démocratie dialogique* » et trouver un compromis sur les sciences et les technologies.

Mode d'emploi : n'entrez pas dans la confrontation directe, tâchez d' « *organiser, maîtriser les débordements sans vouloir pour autant les empêcher.* » Multipliez les débats publics. Admirez le résultat avec ce cas concret : « *Le nucléaire qui en sortira sera socialement, politiquement et même techniquement complètement différent du nucléaire qui aurait été décidé en dehors des forums hybrides. Parler "du" nucléaire en général n'a aucun sens. Jouer au jeu de ceux qui sont pour et de ceux qui sont contre est encore plus inepte.* » Ce miracle qui transforme votre problème-nucléaire en solution-nucléaire s'appelle une forfaiture.

Il n'y a pas plus de « démocratie technique » que de « science citoyenne » ou de roue carrée : la démocratie est la participation de tous aux choix politiques, quand la technique est l'affaire des spécialistes. Ayant vendu les sciences humaines à « l'innovation », Callon et ses semblables ne recommandent jamais d'introduire le politique dans le technique, ni de rappeler aux scientifiques leur responsabilité sociale. Leur solution au contraire consiste à imposer la logique technicienne au corps social, à encourager chacun à faire valoir son *expertise*. Ce ne sont pas les technologies qui doivent être soumises à la décision démocratique, mais les individus politiques que l'on contraint à endosser l'*éthos* technocrate. La « démocratie technique », c'est la négation du politique. Et un aveu : la technologie étant la poursuite de la politique par d'autres moyens, seul un simulacre de démocratie peut tenter de maintenir l'illusion d'une participation de tous aux choix collectifs.

Agir dans un monde incertain est devenu la bible des décideurs. La chimère politique de la « démocratie technique », bricolée par des experts pour vendre leurs services à une démocratie « en crise », a créé un fromage pour des chercheurs en sciences sociales, sociologues des « usages » et de l'acceptabilité, et autres fourgueurs de « *procédures de dialogue avec le peuple* » clés en main. Cette chimère a contaminé le monde social et la nuée d'associations citoyennistes prêtes à se jeter sur n'importe quel *dispositif* leur donnant de l'importance et des financements. Et qui collaborent sans ciller aux manipulations de la « *citoyenneté technique* », de l'« *expertise profane* », de la « *co-construction* » de nérotechnologies « *citoyennes* ».

Acceptabilité : de leur propre aveu

Magali Bicaïa a passé plusieurs années dans un laboratoire R&D (Recherche et développement) de France Telecom. Selon elle, « *l'acceptabilité sociale est associée aux nouvelles technologies, car elles transforment nos manières de vivre. On parle d'acceptabilité sociale quand on travaille sur une technologie susceptible d'avoir des conséquences sur l'organisation sociale elle-même. Avec les techniques d'acceptabilité, on a franchi un nouveau pas : il s'agit d'anticiper ce qui peut être toléré. La question n'est plus celle des besoins ni des envies, mais de savoir ce que les consommateurs, ou les citoyens, ne vont pas supporter.* » (revue Z, n°1, printemps 2009)

Les sociologues des usages (chargés de l'acceptabilité des nouvelles technologies) employés par France Telecom R&D ont eux-mêmes donné leur recette : « Faire participer, c'est faire accepter », disent-ils. Participer, c'est accepter, par un effet mécanique de connivence et de coopération qui aboutit toujours au plus petit dénominateur commun.

Vous faire participer aux pseudo-débats de la CNDP, c'est vous faire accepter l'enfouissement des déchets nucléaires.

En outre, en participant à ces mascarades, vous aidez décideurs et communicants à peaufiner leurs argumentaires pour mieux étouffer la contestation. Voyez vous-mêmes :

« *Un défi majeur pour les porteurs de projet est de pouvoir identifier les opposants pour trouver un interlocuteur privilégié avec qui négocier. (...) C'est à travers une grille d'analyse des systèmes d'acteurs que les décideurs peuvent caractériser les opposants et leur mode d'intervention afin de définir une réponse adaptée à chacune de leurs interrogations, voire de les impliquer dans le projet in fine.* » (« De l'acceptabilité à l'adhésion », projet universitaire réalisé pour la Fabrique de la Cité)

L'imposture des « autorités administratives indépendantes »

Premier argument des décideurs qui saisissent la CNDP pour monter une opération de propagande autour de leur projet : cette instance est « indépendante ». Vraiment ?

Qui sont les commissaires de la CNDP ? Des parlementaires et élus locaux, des membres de hautes juridictions (Conseil d'État, Cour de cassation, préfetures, tribunaux administratifs, etc.), des représentants d'associations. Qui les nomme ? Le président de la République, les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, le Premier ministre sur proposition du ministre de l'Écologie, etc. Qui finance et héberge la CNDP ? Le ministère de l'Écologie.

Bref, dans "Autorité administrative indépendante", le mot important est *administrative*. Il s'agit d'appendices de l'État qui les utilise à sa guise.

La Commission nationale du débat public le reconnaît d'ailleurs, dans son rapport d'activité 2008-09 : « *Une Autorité administrative indépendante est une institution de l'État chargée, en son nom, d'assurer la régulation de secteurs considérés comme essentiels et pour lesquels le Gouvernement veut éviter d'intervenir trop directement.* » Bref, un pare-feu pour détourner de l'État les oppositions. **La CNDP, comme l'ont prouvé ses précédents « débats » sur les déchets nucléaires ou sur ITER, est de ces leurre destinés à épuiser la colère des sans-pouvoir dans une pseudo agora, afin que chacun rentre chez soi vaincu, mais provisoirement soulagé d'avoir vidé son sac.**

La commission est si peu libre qu'elle ne peut pas même s'auto-saisir. Saisie par les maîtres d'ouvrage ou autres *autorités* (l'Andra dans le cas de Cigéo), elle doit animer le débat public sur la base du dossier *fourni par le maître d'ouvrage* du projet concerné. Qui plus est, elle entretient avec lui d'étroites relations, plus ou moins habilement dissimulées. Voici comment elle décrit celles-ci :

« *Durant la phase préparatoire : coopération étroite dans la préparation des dossiers mais le maître d'ouvrage reste totalement responsable du fond ; le maître d'ouvrage est libre de sa communication mais tient la CPDP (Commission particulière du débat public) informée de ses initiatives.*

Durant le débat proprement dit : la CPDP traite tous les intervenants, y compris le maître d'ouvrage, sur un pied d'égalité ; le maître d'ouvrage s'abstient de toute communication en-dehors du débat piloté par la CPDP. »

On appréciera le type d'indépendance qui laisse l'Andra « *totalement responsable du fond* », c'est-à-dire maître du dossier avant le débat, pour créer dans la phase publique et médiatique une illusion de distance et de neutralité. Il ne suffit plus d'être naïfs pour croire à l'imposture de ces dispositifs. Il faut aussi avaler l'humiliation d'être à ce point manipulés. Qu'il se trouve encore des associatifs, « militants responsables », pour jouer le jeu d'une telle hypocrisie, constitue sans doute l'obstacle majeur pour espérer freiner la catastrophe.

Les débats achevés, à quoi servent les rapports de la CNDP ? « *La loi ne confère à la CNDP aucun pouvoir juridique réglementaire ou de sanction* » (rapport d'activité). **La Commission du débat public peut émettre tous les avis qu'elle juge utile, sans que rien n'impose aux autorités de les suivre.** Le pouvoir ne prend même pas la précaution de dissimuler son mépris.

Leur dépendance mise à jour par les opposants, les responsables de la CNDP se rabattent sur la défense de leur « neutralité ». Prétendre à la neutralité, tel l'arbitre du match de foot, laisse croire que deux équipes égales s'affrontent sur le terrain. Comme si la puissance de l'État, de l'industrie et des laboratoires de recherche - leurs milliards de crédits, leurs personnels, leurs appareils technico-administratifs, policiers et de communication - pouvait se comparer à l'activité des opposants aux nécrotechnologies, réduite de fait à la *simple expression*. Des mots contre un rouleau compresseur à pleine vitesse.

Problème élémentaire : sachant que sur les deux plateaux d'une balance reposent, d'un côté un morceau de plomb, de l'autre une plume, si l'on ajoute le même poids des deux côtés – un poids neutre par conséquent – de quel côté penche la balance ?

Dit autrement : rester neutre entre la chèvre et le chou favorise qui ?

La posture neutre dans un rapport de forces inégales favorise mécaniquement le pouvoir face aux sans-pouvoir, le dominant face au dominé.

Déjouer la manipulation : bref retour sur la CNDP Nanotechnologies (2009-10)

Depuis que nous, Pièces et main d'œuvre, diffusons nos enquêtes critiques sur les nécrotechnologies, nous avons été sollicités par les organisateurs de pseudo-débats pour participer à leurs mascarades : cycle

NanoViv à Grenoble (2006), CNDP sur les nanotechnologies (2009-10). Comme nous l'écrivait le président de la CNDP-Nanos : « *Pour que cette exercice de démocratie participative – certains préféreront dire d'intelligence collective – réussisse, il est évidemment indispensable que tous ceux qui ont quelque chose d'important à dire sur le sujet, le disent et le disent dans le cadre du débat. C'est pourquoi nous comptons sur votre participation active à ce débat.* »

Et pour cause : en nous « mouillant » dans leur combine, les animateurs de la démocratie technique auraient gagné le label « cautionné par les opposants », et étouffé notre critique jusqu'à la rendre inaudible. **En refusant de jouer le jeu, nous avons fait des nanotechnologies un problème politique et non une controverse technique entre experts.** En témoignent les nombreux articles, rapports, études, publiés après le fiasco de la CNDP-Nanos. Vous souvenez-vous de ce qu'ont défendu France nature environnement, les Verts ou les Amis de la Terre, tous participants de ces pseudo-débats ? Non ? Ne blâmez pas votre mémoire : leurs voix se sont perdues, englouties par le *dispositif* de « démocratie technique ». S'il existe aujourd'hui, dans le grand public, l'idée d'un « problème avec les nanotechnologies », c'est en partie parce que des opposants ont refusé de participer à la manipulation d'opinion, et ont exprimé leurs griefs directement, *sans passer par le filtre de la « procédure » officielle*. Pour la même raison, nous avons saboté le pseudo « Forum sur la biologie de synthèse », autre simulacre de débat organisé en avril 2013 à Paris.⁴⁶

Participer aux pseudo-débats sur l'enfouissement des déchets nucléaires, c'est donner à l'Andra la seule chose qui lui manque dans son projet ficelé : l'approbation des opposants. Quoi qu'imaginent les tenants d'une participation *citoyenne*, le simple fait d'exprimer leur opposition *dans le cadre* des pseudo-débats, la rend digestible par la machine technocratique. Qui n'en pourra que mieux justifier la poursuite de ses projets, *puisque tout le monde aura pu s'exprimer*.

De façon plus générale, le dispositif CNDP est à bout de souffle. Trop de contestation, d'annulations, d'humiliation (le débat public sans public). **Les pouvoirs publics observent l'opération CNDP-Cigéo avec attention : en cas de nouvel échec, ils enterreront ces procédures lourdes**, pour en revenir à des délibérations parlementaires, notamment à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques. Au moins les décideurs politiques ne se cacheront plus derrière de pseudo-autorités indépendantes. **L'échec de la CNDP-Cigéo permettrait de clarifier le rapport de forces entre les sans-pouvoir et le pouvoir.**

Il n'est évidemment pas question d'en venir à une quelconque forme de démocratie directe, ni de permettre aux populations de décider par elles-mêmes des choix techno-industriels, quels que soient les effets qu'elles auront à supporter.

L'autre terme de l'alternative, c'est l'exode sur Internet, qui permet de conjuguer la « modernité » et la « sérénité des débats » en les dématérialisant, et en supprimant toute présence physique des opposants. Éventuellement, ce refuge virtuel se pérennisera, se perfectionnera et permettra d'éviter le retour à l'échelon politique (parlementaire).

Pièces et main d'œuvre
Grenoble, le 27 août 2013

<https://www.piecesetmaindoeuvre.com/necrotechnologies/notes-a-l-intention-des-opposants-a-l-enfouissement-des-dechets-nucleaires-en>

⁴⁶ Voir *Les chimpanzés du futur au pseudo Forum de la biologie synthétique* sur www.piecesetmaindoeuvre.com et le film « La révolte des chimpanzés du futur » sur <https://vimeo.com/66593144>

Communiqué du Cedra, 23 juin 2021

Communiqué Stop Cigéo : Conférence citoyenne en cours, pourquoi nous n'y participons pas.

Alors que la conférence citoyenne sur la phase-pilote de Cigéo lancée l'Andra est en cours, nos associations sont contactées à la fois par le Comité de pilotage et par certains des 17 membres tirés au sort. Il semblerait que notre refus de participer (ainsi que celui des organisations nationales) que nous avons pourtant explicité ne soit pas compris. Nous souhaitons donc le préciser.

Nous ne participons pas aux pseudo concertations prémâchées par l'Andra qui n'existent que pour alimenter sa communication.

En l'espèce, ni le cadre ni le périmètre de la conférence citoyenne ne permettent la contestation du projet Cigéo. L'objectif de nos associations n'est pas d'accompagner la gouvernance du projet vers plus de transparence mais vise son abandon.

Afin que cette position soit comprise comme un acte politique et pas présentée comme un simple refus de dialogue, nous avons rédigé cette réponse collective à l'attention des membres de la conférence citoyenne (voir ci-dessous) et nous la rendons publique.

Copie du courrier envoyé

Coordination Stop Cigéo (Collectifs Burestop 55, Cedra 52, Eodra, MNE/Meuse Nature Environnement)

Mardi 22 juin 2021

aux Membres de la Conférence de citoyens sur la phase industrielle pilote de Cigéo

Mesdames, messieurs

Suite à votre demande d'audition le 2 juillet prochain, exprimée le 16 juin 2021 par l'un de vos membres auprès du collectif Burestop55, nous souhaitons préciser certains points.

Notre refus de participer à la conférence de citoyens, engagée par l'Andra, sur le projet de phase-pilote Cigéo reste inchangé.

Nous ne participons à aucun processus pseudo-consultatif, dont le périmètre et l'objectif ne permettent pas de remise en cause profonde du projet Cigéo. Débats publics, concertations locales autour de l'annexion et de la destruction progressive de notre territoire (notamment des travaux lourds d'aménagements préalables), études et enquêtes sociologiques déployées depuis plus de 20 ans, programmes COWAM... se succèdent depuis les années 2000 et ne font plus illusion.

Vous trouverez suffisamment d'éléments vous permettant de comprendre notre position sur le projet Cigéo, et plus particulièrement sur la phase pilote (phase opérationnelle du projet d'enfouissement), sur nos sites internet et au travers de nos nombreuses publications. Nos arguments sont étayés, solides, publics et transparents.

Nous comprenons votre désappointement, voyez cependant notre refus de vous rencontrer tel un acte politiquement assumé, reflet de la fracture sociétale récurrente et à venir autour du projet Cigéo ; à verser à votre dossier si vous le souhaitez.

Toutes infos sur

www.burestop.eu

<https://cedra52.jimdofree.com/>

PHASE PILOTE : tester mais quoi ?

CIGEO : COFFRE-FORT GEOLOGIQUE ? DEMYSTIFIER LE MYTHE !

Communiqué Coordination StopCigéo :

« VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE pour 20 apprentis conférenciers citoyens »...